

Le CAC vu de Nouillorque

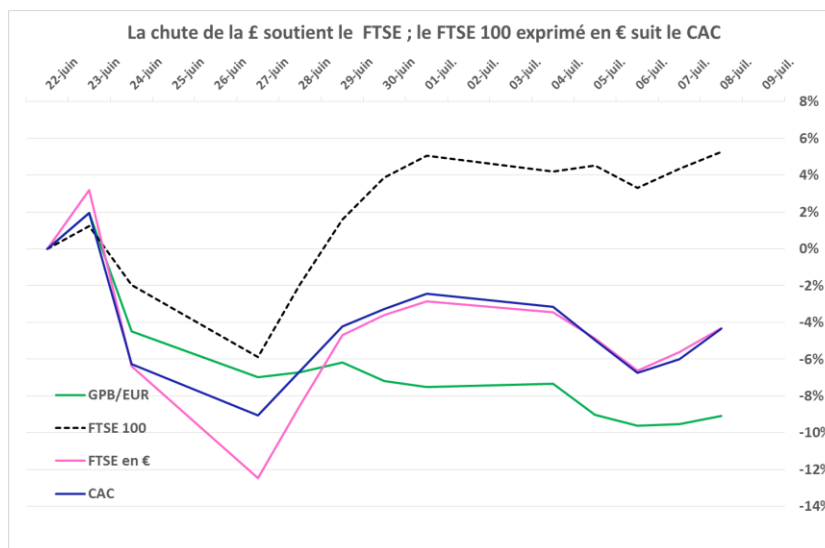
(Sem 28, 8 juillet 16) © Hemve 31

Le bulletin hebdomadaire, sur votre site <http://hemve eklablog.com/>

**Les britanniques taclent l'Union européenne,
La recapitalisation du système bancaire italien défie aussi l'Europe,
La chute de l'immobilier londonien fragilise les banques,
WS creuse l'écart avec l'Europe,**

Les suites du Brexit :

Non seulement, les britanniques ne demandent pas leur sortie de l'UE, mais ils se lancent dans un dumping fiscal féroce : Osborne veut baisser de 5% l'impôt sur les sociétés, en le portant à moins de 15%, une concurrence directe à l'Irlande, pour empêcher les entreprises implantées au Royaume uni de fuir là-bas.



L'impôt sur les sociétés devrait être le principal impôt harmonisé, comme dans tout pays fédéral. On en est loin. **En fait personne n'en veut d'une Europe fédérale.** Surtout pas les français, qui veulent des systèmes exotiques de temps de travail, de départ à la retraite, systèmes qui s'écartent toujours plus de la moyenne européenne ... Impossible d'harmoniser les fiscalités dans ces conditions. L'Europe restera une zone de libre-échange, en compétition fiscale, de par la volonté française.

A terme l'euro éclatera, avec de telles pressions divergentes. La seule question est quand ? L'Europe était une belle idée. Encore fallait-il être prêt à harmoniser nos régimes sociaux avec nos voisins. Les coups de menton de Vals sur les charges sociales payées par les travailleurs « détachés » ne font pas illusion. Aucun français n'est prêt à travailler pour 5€ / heure, 50 heures par semaine. Mais tous les français qui construisent une maison, font appel à ces travailleurs

détachés, au vu et sus de tous, sans que l'inspection du travail dise quoi que ce soit. J'en ai plusieurs devant chez moi. Je vois bien comment cela se passe. Ils sont 75 000 de plus cette année, ce qui explique l'augmentation de 75000 chômeurs supplémentaires. Les français n'accepteront jamais de reprendre ces travaux durs. On fait tout pour les en dissuader, avec la pénibilité. Depuis 30 ans les socialistes veulent augmenter les charges sociales uniquement sur les travailleurs français, au lieu de le faire porter sur la consommation. C'est aussi le fond du vote britannique, des régions entières qui ne supportent plus d'avoir pour seul avenir les minima sociaux. **L'Europe rentre dans le dur de ce qui fait son identité. Personne ne sortira indemne de ces normes différentielles.**

En attendant la musique joue sur le Titanic

L'immobilier londonien s'effondre. Legal & General a diminué la valeur de ses fonds immobilier de 15%. Six fonds immobiliers ont suspendus les rachats, entraînant une nouvelle chute de la livre. N'est-ce pas comme cela qu'avait commencé la crise des subprimes en 2008 ?

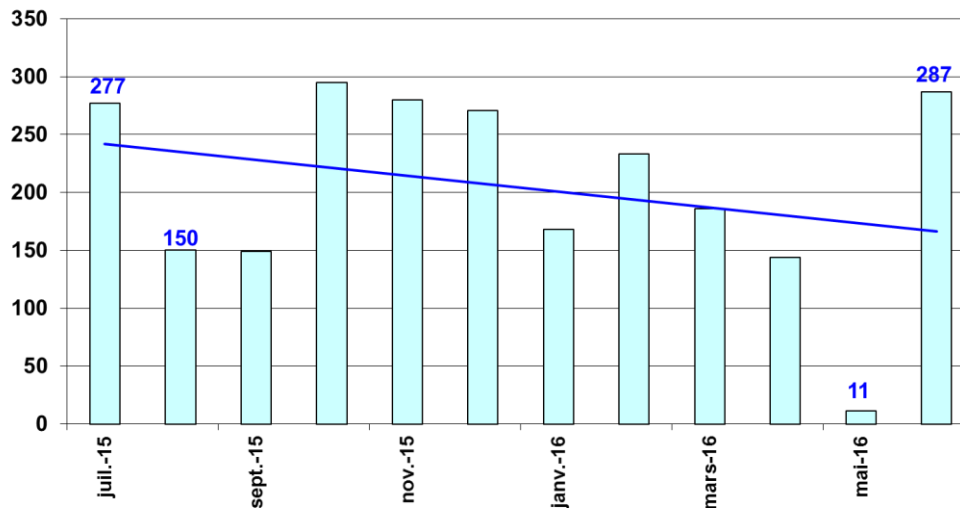
Les banques italiennes doivent être recapitalisées. On en parle depuis 5 ans dans ces colonnes. Cela n'a pas été fait avant la mise en place du nouveau système bancaire européen. Contrairement à l'Espagne, l'Italie ne l'a pas fait à temps. Rome voudrait que l'état intervienne. Berlin refuse que les banques allemandes paient pour l'Italie, alors qu'une RAZ n'a pas été mise en œuvre, au démarrage du système bancaire européen. C'est l'impasse. Bruxelles ne veut pas que les contribuables paient la remise à niveau. Ce doit être aux actionnaires et aux déposants de payer. Les banques doivent pouvoir faire faillite. On parle de 300 Mds de valeurs surévaluées. Cela pèse sur tout le système bancaire européen. Nos compagnies d'assurance possèdent 20% de valeurs italiennes en portefeuille. Les dégâts pourraient être considérables. Les valeurs financières dévissent une nouvelle fois. Elles ne sont pas prêtes de remonter. Bruxelles est prêt à créer une faillite plus importante que Lehman Brother ! De plus, Renzi organise un referendum en fin d'année sur la diminution des pouvoirs du Sénat. En cas d'échec, on repartirait dans l'instabilité politique italienne.

Vendredi, la hausse de l'emploi américain surprend, et redonne le moral aux marchés
Création de 287 000 emplois en juin. La fin de la grève chez Verizon entraîne 44 000 emplois dans les télécoms, emplois supprimés en mai. La santé embauche 59 000. Les autres secteurs sont bien orientés.

Création d'emplois aux US (non farm payrolls..) : 2,5 millions depuis un an

maj 8 juil16 @hemve31

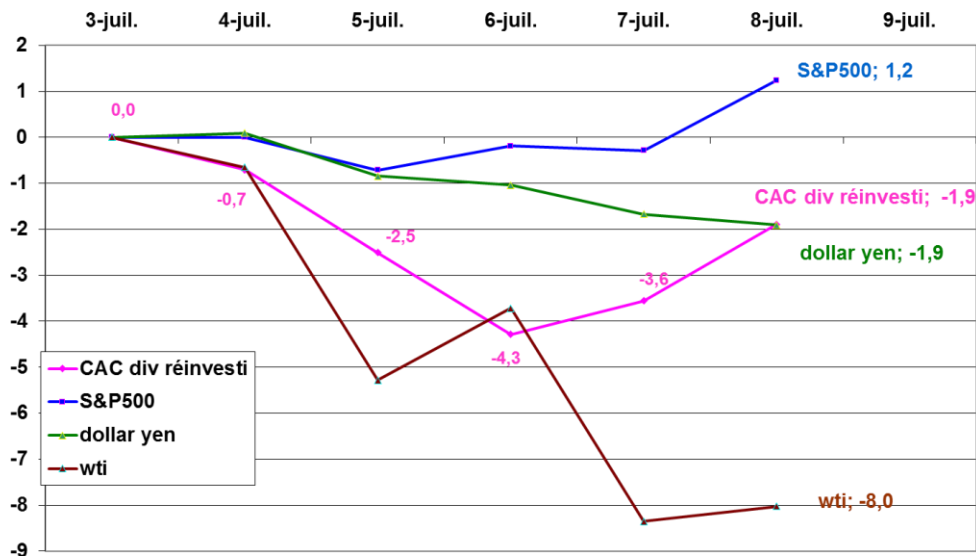
nombre en milliers



Une semaine en bourse

Forte chute du pétrole de 8% ; le CAC perd encore 3% par rapport à WS

La semaine Variations cumulées sur la semaine (en %)



Le CAC en \$ comparé au S&P (maj 8 jul 16) ©Hemve 31
les deux échelles ont le même pourcentage de variation



WS dépasse ses records, grâce à la nouvelle baisse des taux. WS dispose encore de 4% de potentiel de hausse.

Le Cac est en retard par rapport au S&P 500. Il a perdu en relatif 400 pts, soit 10% ! La faute à l'euro qui a dégringolé avec le Brexit. L'euro ne remontera pas ex-ante Brexit. Mais que va faire le \$?

- Tout dépend des taux US. Ils sont au plus bas. Les marchés ne croient plus à une hausse en 2016. Le \$ s'effrite. Si la Fed décidait de remonter les taux, les actions chuteraient. Les entreprises américaines supporteraient mal une hausse supplémentaire du \$. Le déficit commercial est devenu très important. On est donc bien à un sommet à WS, sauf publication de résultats exceptionnels. Mais la croissance reste poussive.
- L'autre solution serait que la BCE continue sa baisse des taux. C'est peu probable. 30% des obligations publiques ne sont plus éligibles au rachat ; elles sont passées sous le seuil de « -0,4% », seuil en dessous duquel la BCE s'interdit d'acheter. L'économie de la zone euro repart bien (voir les PMI de la semaine dernière) l'Allemagne n'est pas loin de la surchauffe. Les états ne font aucun effort pour réduire leurs dépenses publiques. Des taux plus bas seraient fatals aux banques. Nos compagnies d'assurance ne peuvent pas garantir le capital et substituer des actions aux obligations. Les actions profitent moins d'une baisse des taux qu'aux US.
- La banque du Japon se verrait elle aussi obliger de faire baisser sa monnaie. Ce serait une guerre féroce des monnaies. On est donc parti pour un statu quo des taux et des monnaies.
- Seule la croissance peut relancer les actions. C'est le cas des valeurs présentes sur le marché allemand. Cette croissance allemande, à l'opposé de la récession française va devenir de plus en plus insupportable.



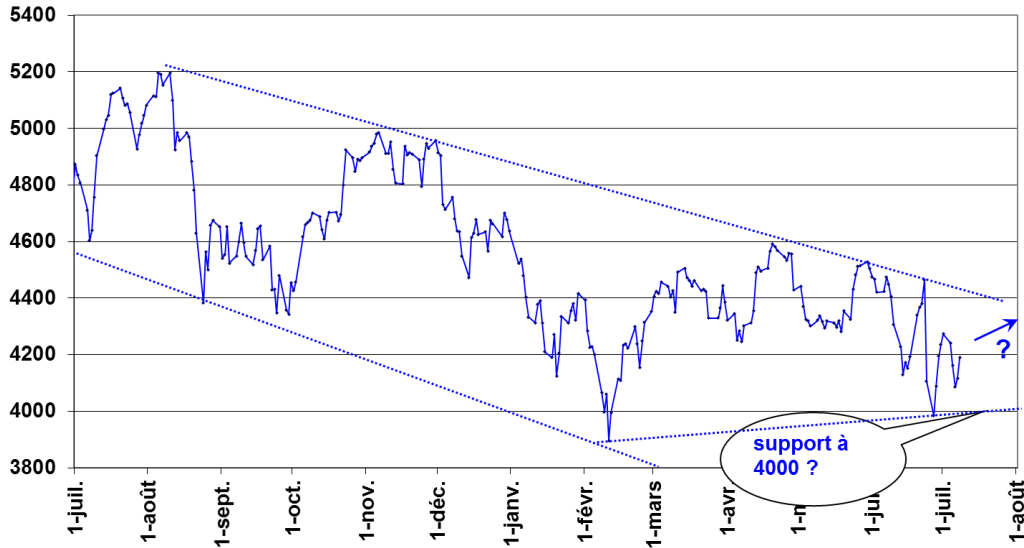
Dans la semaine qui vient les taux devraient rebondir sur les supports, entrainant les actions.

Pourquoi l'Etat français émet il des actions « anciennes souches » à taux plus élevé, au lieu d'émettre au taux du marché moins cher ?

Les acheteurs lui reversent immédiatement une prime, la différence des taux sur la durée de l'emprunt ; ce qui lui assure des rentrées d'argent frais, et permet de diminuer le déficit, pour payer les cadeaux électoraux (8 Mds). L'Etat diminue aussi sa dette faciale, en augmentant la dette des années futures. **La France augmente ses dépenses publiques et simultanément sa dette faciale**, avec la complicité de la Commission.

Mais plus subtil, ces actions sont éligibles au rachat par la BCE, alors que si elles étaient émises au nouveau taux, elles ne le seraient pas. Les acheteurs vont donc pouvoir dégager une plus-value. Draghi est-il complice ? Ou victime ?

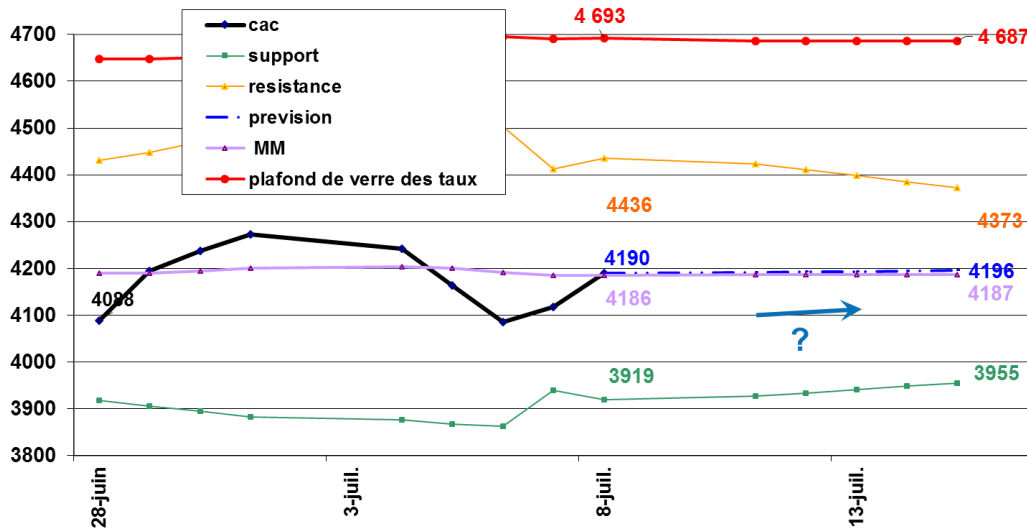
Qui paie cette cavalerie ? La BCE et les générations futures devront rembourser plus (les taux plus élevés soit 50% sur 10 ans) que ce qui est annoncé aujourd'hui. On rajoute une couche au schéma de Ponzi, avant que le Titanic coule. C'est quand même une perversion totale du système. Il faut bien l'admettre. Non seulement les banques centrales impriment des billets pour payer les dépenses des Etats, mais en plus elles trichent sur la valeur faciale.



La semaine prochaine :

Sans tendance, forte volatilité

La boîte de jeu du CAC, la semaine prochaine (maj 8 juillet 16) © Hemve 31



Soyez prudent.
Bon week-end

Hemve 31